



SESSION PLENIERE DU 14 DECEMBRE 2020

STRATEGIE REGIONALE ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR - RECHERCHE - INNOVATION (SRESRI)
DES PAYS DE LA LOIRE 2021-2027

La Région présentait sa stratégie régionale enseignement supérieur – recherche - innovation. Ce document entre dans une démarche de soumission de la recherche aux intérêts capitalistes, c'est pourquoi la CGT a voté contre lors de sa présentation au conseil d'administration de l'université.

Le CESER a présenté son avis, qui souligne quelques points de vigilance, mais qui reste de l'avis de la CGT trop peu offensif. C'est pourquoi elle a voté contre l'avis du CESER.

LA CONTRIBUTION DU CESER ([TELECHARGEABLE SUR LE SITE DU CESER](#))

Dans son avis, le CESER relève que 21 mesures sont proposées et souligne la **reprise des principales préconisations** qu'il avait émises en amont de la publication de la stratégie, s'agissant notamment de l'anticipation et de l'accompagnement aux mutations, du développement d'une stratégie de campus en réseau, du parcours des étudiants.

Le CESER insiste sur l'importance des **démarches collaboratives** en matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation menées à l'échelle régionale et interrégionale.

Il invite la Région à élargir les marqueurs de **différenciation** territoriale sur lesquels elle souhaite s'appuyer, au-delà de la « santé du futur » et « l'usine du futur ».

Il invite la Région à tenir compte de l'**échec des projets collaboratifs d'envergure** qui ont échoué (on reconnaîtra l'UBL!) et invite à l'évaluation des dispositifs existants (pôles de compétitivité, Instituts de Recherche technologiques, Société d'Accélération du Transfert de Technologies).

Il insiste sur la **mise en synergie du monde académique et économique**.

CE QU'A DIT LA CGT : INTERVENTION DE DIANE OBLE

Pour la CGT, la jeunesse est une priorité et la recherche une activité essentielle. Ainsi **la formation et l'insertion professionnelle des jeunes sont des enjeux majeurs** et la culture scientifique doit irriguer la Société pour nous permettre de faire face aux nombreux défis sociétaux actuels et à venir (transitions écologique, économique, démographique, santé, inégalités et citoyennetés...).

En préambule, La CGT tient à rappeler que **les formations universitaires comme la recherche n'ont pas pour seuls objectifs de répondre aux besoins de compétitivité des entreprises**. Elles répondent en priorité aux besoins de la société, au développement et à la transmission du savoir et de la connaissance, à former des citoyens d'aujourd'hui et de demain pour leur permettre de comprendre

et de faire des choix éclairés dans un monde de plus en plus complexe et divisé.

On retrouve dans cette stratégie une politique régionale qui vise à **accentuer le recours au numérique**, à **inféoder la recherche à la compétitivité** des entreprises, à **développer l'entrepreneuriat étudiant** et à **implanter des établissements d'enseignement privé**. Nous sommes sur des choix politiques qui ne permettent pas, pour la CGT de répondre aux enjeux actuels et à venir. Un développement au long terme présuppose un socle de formation et de recherche qui répondent aux besoins de l'intérêt général des ligériens, qui favorisent la coopération et permettent de construction d'une région de la connaissance.

Concernant les étudiants, nous avons d'une part un volet accompagnement dont la Région affirme son efficacité et d'autre part un nombre croissant de jeunes exclus du système de l'enseignement supérieur et désœuvrés dans leur orientation et dans leur insertion professionnelle. **Quid de l'échec post bac, de la poursuite d'études, de la sélection à l'entrée du master, de l'orientation subie plutôt que choisie en fonction de nombre de places dans les filières ou encore des métiers dits en tension ?** La CGT souligne le lien indéfectible entre la recherche qui construit les savoirs et la formation qui en assure la diffusion. L'université doit offrir des formations dans toutes les disciplines sans sélection à l'inscription des filières et jusqu'au plus haut niveau de formation. La Région doit financer dans le cadre de son programme de formation, les formations universitaires.

Sur l'accompagnement des docteurs et des chercheurs, on retrouve des **appels à projets déjà existants** (Connect talents, Etoiles montantes). Aucune mesure sur un accompagnement spécifique des docteurs dans leur insertion professionnelle, permettant à ces derniers de pouvoir mettre leurs capacités et leurs qualifications au service de la production de connaissances et des avancées technologiques.

Sur le volet recherche, la contribution du Ceser, votée en mars 2020, avait mis l'accent sur le **besoin de fonds pérennes pour la recherche**. Nous ne retrouvons pas cette demande dans l'avis de la C3, alors même que dans la stratégie, l'ensemble des dispositifs présentés sont des appels à projet. Nous soulignons actuellement le mécontentement croissant d'une partie du monde académique et de la recherche avec une demande forte de fonds pérennes, l'arrêt de l'exclusivité des financements via appels à projets et la résorption de la précarité des personnels (précarité qui va de pair avec le financement par appels à projets).

Globalement, la CGT aurait souhaité un avis plus offensif de la part du CESER sur le SRESI qui est pour elle inacceptable et contre lequel elle a voté au CA de l'université. Pour cette raison, **tout en remerciant le rapporteur et le chargé d'étude, la CGT votera contre l'avis.**

QUELQUES EXPRESSIONS EN SEANCE

La FSU et FO s'expriment fortement contre la stratégie régionale. FO souligne la logique de privatisation et la soumission de la recherche aux intérêts des marchés. Ces deux organisations ont voté contre l'avis du CESER,

La CFDT considère que les orientations de la Stratégie rencontrent les préoccupations du CESER, tout en regrettant la prise en compte insuffisante de la question interrégionale.

Le représentant de l'enseignement supérieur privé souligne que le schéma régional est très orienté vers les filières scientifiques et technologiques : il ne faut pas oublier les sciences humaines et sociales qui pourtant accueillent la majorité des étudiants. Il souligne la crise très grave des vocations vers l'enseignement, qui touche toutes les disciplines, notamment en sciences exactes.

Stéphanie HOUEL, vice-présidente du Conseil Régional, considère que la Région a une stratégie équilibrée qui redonne de la place aux filières des sciences humaines et sociales, et regrette que concernant connect talents, il n'y ait pas eu de filières en sciences humaines et sociales.

La Région considère que pour favoriser la poursuite d'études et limiter les coûts pour les étudiants, il faut une offre d'enseignement supérieur de proximité. C'est pourquoi elle soutient les établissements qui s'installent sur le territoire, à l'image de l'ESTACA à Laval.

(La Région soutient cet établissement dont les frais de scolarité sont de 8 400 € par an ! On voit bien sa préoccupation sociale !)

VOTES : L'avis a été adopté par 52 voix pour, 10 abstentions et 15 contre.

Notre camarade Diane OBLE qui a participé à l'élaboration de la contribution du CESER au nom du groupe CGT.